

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(96)/ST/48

10 décembre 1996

(96-5207)

CONFERENCE MINISTERIELLE  
Singapour, 9-13 décembre 1996

Original: anglais

## PAYS-BAS

Déclaration de S.E. Mme Anneke Van Dok-Van Weele  
Ministre du commerce extérieur

Depuis des siècles, les Pays-Bas bâtissent leur prospérité sur le commerce extérieur et l'investissement. Négociants et investisseurs ont besoin d'un environnement international ouvert, prévisible et fondé sur des règles. C'est précisément ce que garantit le système commercial multilatéral. Voilà pourquoi nous avons toujours apporté notre soutien fidèle au GATT et pourquoi nous soutenons encore plus ardemment l'OMC.

La première Conférence ministérielle est cruciale. L'OMC est encore jeune et a besoin d'être consolidée. Nous devons donc nous assurer que les engagements pris sont pleinement mis en oeuvre. A cet égard, il est fondamental de se conformer aux règles de l'OMC en matière de règlement des différends et de ne pas avoir recours à l'unilatéralisme.

Mais cette Conférence doit faire plus que réaffirmer. Tout d'abord, pour préserver sa crédibilité, l'OMC doit montrer qu'elle est capable de poursuivre la libéralisation des échanges. Il ne faut pas se lasser de négocier. Il y a dans le programme incorporé une lacune évidente en ce qui concerne les négociations sur les droits de douane appliqués dans l'industrie et il reste donc encore beaucoup à faire dans ce domaine. Les Pays-Bas sont prêts à débattre de toute nouvelle initiative visant à éliminer ou à réduire les obstacles au commerce des marchandises et des services. Il faut notamment, je tiens à le souligner, que les négociations à venir sur les télécommunications de base et les services financiers soient menées à bonne fin. J'espère également que l'on pourra bientôt s'entendre au sujet d'un accord équilibré sur les technologies de l'information, qui couvre tous les obstacles commerciaux. Les résultats dans ces trois domaines sont importants pour la société mondiale de l'information.

Ensuite, l'OMC et cette Conférence doivent affronter courageusement les nouveaux défis qui sont nombreux et variés.

Parmi ceux-ci, il y a la prolifération rapide des accords commerciaux régionaux préférentiels. L'intégration économique régionale est bien entendu un phénomène positif, mais elle ne devrait pas se traduire par une discrimination ayant pour effet de détourner les échanges. L'OMC doit donc surveiller de près ces accords commerciaux et s'assurer qu'ils sont pleinement compatibles avec ses règles, et évaluer leurs effets sur le système commercial multilatéral. Sinon, le monde risque de se trouver divisé en blocs commerciaux tournés sur eux-mêmes, les grands perdants étant les Membres de l'OMC trop pauvres pour être des partenaires économiques intéressants. Il faut absolument veiller à ce que le traitement de la nation la plus favorisée ne devienne pas le traitement de la nation la moins favorisée et que les courants de libéralisation des échanges au plan régional et au plan multilatéral se fondent dans un libre-échange mondial!

Un autre défi est celui des rapports avec l'environnement, au sujet desquels nous nous sommes déjà mis d'accord à Marrakech et qui continuent d'avoir un degré de priorité élevé. Un système commercial ouvert et la protection de l'environnement sont complémentaires dans la poursuite du

développement durable. Il faut que nous concrétisions cette déclaration de politique générale, sinon nous nous enrichirons en courant à notre perte. Je me félicite de ce que le Comité du commerce et de l'environnement ait abouti à des conclusions de valeur, mais je serais très déçue si nous n'étions pas en mesure d'adopter des résultats concrets.

Les normes du travail fondamentales sont aussi au nombre des grandes questions qui préoccupent la communauté internationale. Elles sont cruciales pour le bien-être de tous les travailleurs du monde. Il faudrait mettre au point de meilleurs instruments pour les faire respecter. Il est fondamental à cet égard de renforcer la position et les responsabilités de l'OIT. Cela signifie-t-il que nous ne pouvons pas nous en occuper ici? Certainement pas. L'OMC ne peut tout simplement pas oublier ceux qui sont à l'origine des flux commerciaux qu'elle s'efforce de développer. En évitant d'engager un dialogue suivi sur cette question sensible, on n'arrivera pas à mieux comprendre les positions des diverses parties, ni à dissiper les craintes de ceux qui pensent qu'il y a plus derrière ces questions que ce que l'on veut bien dire.

Je suis convaincue que la croissance économique alimentée par les exportations ouvre de nouvelles possibilités de progrès social. Le fait de respecter les normes du travail fondamentales n'affaiblit pas l'avantage compétitif d'un pays dans le commerce international, mais a bien plus probablement pour effet de le renforcer. Les gouvernements n'ont donc aucune raison valable de ne pas faire le maximum pour garantir que les normes du travail fondamentales sont respectées. Dans le même temps, toutefois, nous devons nous rendre compte que les pays en développement ne peuvent arriver à ce résultat sans un meilleur accès aux marchés et une aide supplémentaire.

Cela m'amène à parler d'un dernier défi: la nécessité de promouvoir la participation pleine et entière des pays en développement au système de l'OMC de façon qu'eux aussi puissent tirer parti de leur accession. A mon sens, il faut agir sur deux fronts.

Premièrement, comme l'a déclaré hier Sir Leon Brittan, les pays développés et les économies émergentes devraient offrir un meilleur accès à leurs marchés, notamment aux pays les moins avancés. Me reportant aux déclarations de mes collègues du Bangladesh et d'Allemagne, je dirai que les Pays-Bas sont prêts à aller jusqu'au bout et à supprimer, pour les pays les moins avancés, tous les obstacles au commerce qui subsistent, qu'ils soient d'ordre tarifaire ou non tarifaire. J'exhorte les autres grandes nations commerçantes à prendre des mesures concrètes et significatives, de façon que le plan d'action de l'OMC ait un intérêt réel dans le domaine de l'accès aux marchés.

Deuxièmement, une assistance technique est nécessaire pour permettre aux pays en développement de mieux comprendre et de mieux mettre en oeuvre les disciplines et les obligations définies par l'OMC. Cela les aidera à s'intégrer plus complètement dans le système multilatéral, et créera par ailleurs des possibilités commerciales. Le Secrétariat de l'OMC devrait jouer un rôle-clé à cet égard. Je suis heureuse d'annoncer officiellement aujourd'hui que le gouvernement des Pays-Bas contribuera à raison de 4 millions de florins néerlandais - environ 2,5 millions de dollars EU - à un fonds d'affectation spéciale établi dans le cadre de l'OMC pour financer l'assistance technique. Ce fonds d'affectation spéciale sera ouvert tant aux pays en développement qu'aux économies en transition. J'exhorte les autres Membres développés de l'OMC à faire des contributions semblables. Par le jeu de telles initiatives, nous pouvons exprimer notre solidarité et assurer notre part de responsabilité dans la création d'un système commercial multilatéral fort et véritablement mondial, au profit de toutes les nations.

Pour conclure, je voudrais dire un mot au sujet des rapports de l'OMC avec le monde extérieur - citoyens ordinaires, hommes d'affaires, agriculteurs, travailleurs et chômeurs - dont le soutien indéfectible nous est nécessaire. Nous devons tout faire pour être une organisation ouverte et transparente. Nous devrions mieux expliquer, à tous les niveaux de la société, pourquoi le libre-échange peut contribuer de façon si importante à renforcer la croissance économique et la prospérité dans le

monde entier. Les débuts de l'OMC ont été marqués par une vision séduisante de l'avenir. Cette vision, nous devons l'entretenir. Nous appuyons donc sans réserve la proposition de M. Ruggiero de célébrer le cinquantième anniversaire du système commercial multilatéral en 1998, au niveau politique le plus élevé. Il nous faudra alors formuler un message clair sur ce que signifie l'OMC et sur les enjeux importants du siècle prochain. Mais faisons déjà notre maximum, pendant la Conférence, pour que cette vision devienne réalité.